Séparation et indépendance en 1965

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le chemin de la séparation

La campagne du PAP pour une « Malaisie malaisienne » (Malaysian Malaysia), où la citoyenneté conférerait des droits égaux sans distinction de race, l'opposa au compromis communautaire sur lequel reposait le gouvernement de l'Alliance. Le discours de Lee devant le Parlement fédéral le 27 mai 1965 devint, selon les mots ultérieurs du Tunku, « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Les pourparlers sur un arrangement plus souple avaient déjà échoué en février 1965.[1]

Les étapes décisives furent franchies dans le secret. Le 15 juillet 1965, Goh Keng Swee rencontra à Kuala Lumpur le vice-Premier ministre de Malaisie, Tun Abdul Razak, et suggéra la séparation. Le 26 juillet, Lee autorisa Goh à reprendre les discussions. Les documents de Goh sur ces discussions, connus sous le nom d'Albatross File, ont été intégralement déclassifiés après une annonce faite en février 2023. À leur lumière, la séparation apparaît désormais comme une décision délibérée et négociée, façonnée par la nécessité et le calcul stratégique. L'histoire de la fondation de GIC confirme que Goh fut le premier de ses collègues à comprendre en 1965 que la séparation politique d'avec la Malaisie était inévitable.[2]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'Independence of Singapore Agreement 1965

L'instrument juridique de la séparation fut l'Independence of Singapore Agreement, daté du 7 août 1965 et signé pour la Malaisie par le Tunku et quatre ministres, pour Singapour par Lee et neuf ministres.[3] Ses dispositions montrent ce que les deux parties jugeaient essentiel.

L'article II prévoyait que Singapour cesserait d'être un État de la Malaisie le 9 août 1965, appelé « Singapore Day », et deviendrait un État indépendant et souverain reconnu par la Malaisie. L'article V engageait les parties à conclure un traité de défense extérieure et d'assistance mutuelle, en vertu duquel la Malaisie conservait le droit de maintenir ses bases à Singapour. Il interdisait aussi à chaque partie de conclure avec des États étrangers des traités préjudiciables à l'indépendance et à la défense de l'autre.[4]

Les dispositions économiques étaient brèves. L'article VI engageait les deux États à coopérer sur le plan économique dans leur intérêt mutuel et leur permettait d'instituer des comités ou conseils communs. L'article VII abrogeait expressément les annexes J et K du Malaysia Agreement, de sorte que les arrangements financiers et le marché commun de 1963 disparaissaient à compter de la date de l'accord. L'article VIII obligeait Singapour à négocier la libération de la Malaisie des garanties qu'elle avait accordées pour les obligations de Singapour et à l'indemniser de toute responsabilité en résultant. Le gouvernement de la Malaisie garantissait en outre les accords sur l'eau de 1961 et 1962 conclus avec l'État de Johor, dont Singapour dépendait pour l'essentiel de son eau.[5]

Le 9 août 1965

Le 9 août 1965, le Parlement malaisien adopta le Constitution and Malaysia (Singapore Amendment) Bill par 126 voix contre zéro, en l'absence des députés du PAP. À Singapour, Lee signa la Proclamation of Singapore, rédigée par le ministre de la Justice, E. W. Barker. Elle fut lue sur Radio Singapore à 10 heures et publiée dans la *Government Gazette*.[6]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

À midi, Lee tint une conférence de presse à Broadcasting House. Interrogé sur l'avenir économique, il lut une déclaration préparée : les deux gouvernements devraient travailler « dans la plus étroite coopération, non seulement en matière de défense et de sécurité, mais aussi dans le commerce et l'industrie ». Plus tard au cours de la conférence, il qualifia le moment de la signature de « moment d'angoisse », car il avait cru à la fusion durant toute sa vie d'adulte. L'enregistrement fut interrompu pour lui permettre de retrouver son calme.[7]

La reconnaissance internationale suivit rapidement. Singapour fut admis aux Nations unies comme 117e membre le 21 septembre 1965, après l'examen de sa demande par le Conseil de sécurité la veille, et rejoignit le Commonwealth le 15 octobre 1965 en tant que 22e membre. L'accord fut enregistré auprès des Nations unies sous le n° I-8206.[8]

L'architecture juridique de la nouvelle république

Le Republic of Singapore Independence Act 1965, loi n° 9 de 1965, donna à la séparation sa forme juridique interne. La section 1 prévoyait que la loi serait réputée entrée en vigueur le 9 août 1965, de sorte qu'elle couvrait les mois écoulés entre la séparation et son adoption.[9]

La loi transféra la souveraineté en quelques phrases. En vertu de la section 3, le Yang di-Pertuan Agong cessa d'être le chef suprême de Singapour, sa souveraineté et sa juridiction étant dévolues au chef de l'État. La section 5 transférait les pouvoirs législatifs du Parlement de Malaisie au législateur de Singapour. La section 6 maintenait en vigueur à Singapour les dispositions de la Constitution malaisienne, avec les modifications nécessaires, tout en énumérant celles qui cessaient de s'appliquer.[10]

Pour le commerce, trois dispositions comptaient le plus. La section 9 restituait au gouvernement de Singapour l'ensemble des biens, droits et obligations transférés à la Malaisie le 16 septembre 1963. La section 11 laissait inchangées la compétence et la procédure des tribunaux et maintenait les recours devant la Federal Court de Malaisie et le Privy Council jusqu'à l'adoption d'autres dispositions. La section 13

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

prévoyait que toutes les lois existantes restaient en vigueur et devaient être interprétées avec les modifications nécessaires pour les rendre conformes au statut indépendant de Singapour.[11]

Il en résulta un changement de souverain sans changement de droit. Les contrats restèrent valables, les sociétés restèrent immatriculées, les banques conservèrent leurs licences et les tribunaux continuèrent de siéger. Pour un port marchand, ce fut la décision économique la plus importante de 1965. Négociants et banquiers perdirent un marché commun dont ils n'avaient jamais vraiment profité et conservèrent un ordre juridique qu'ils connaissaient.

Idée reçue

La séparation de Singapour d'avec la Malaisie est souvent décrite comme une simple expulsion. Or l'Independence of Singapore Agreement fut signé par les deux gouvernements. Les documents de l'Albatross File montrent que les dirigeants singapouriens, à commencer par Goh Keng Swee lors de sa rencontre avec Tun Razak le 15 juillet 1965, négocièrent la séparation dès lors qu'ils eurent conclu que la fusion ne pouvait pas fonctionner. Si le Tunku prit la décision à Kuala Lumpur, Singapour en façonna les conditions, notamment les arrangements de défense, la garantie des accords sur l'eau et l'indemnisation au titre des garanties fédérales.

Notes

1. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : la Malaysian Solidarity Convention annoncée le 9 mai 1965 ; discours de Lee au Parlement le 27 mai 1965, qualifié par le Tunku de « straw that broke the camel's back ». Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : les pourparlers sur une confédération échouèrent en février 1965. ↩
2. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : Goh rencontra Tun Razak à Kuala Lumpur le 15 juillet 1965 ; Lee autorisa Goh à reprendre les discussions le 26 juillet 1965. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : déclassification intégrale de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'Albatross File annoncée le 28 février 2023 ; séparation décrite comme « a deliberate and negotiated decision shaped by necessity and strategic calculation » ; les références comprennent Edmund Lim, « Commentary: What the Release of Goh Keng Swee's Albatross File Means for Singaporeans », CNA, 27 mars 2023, et Susan Sim (éd.), *The Albatross File: Inside Separation* (Straits Times Press, 2025). GIC, *Bold Vision*, chapitre 2, « Second Separation » (consulté en novembre 2026) : Goh fut « the first among his colleagues to see in 1965 that Singapore's political separation from Malaysia was inevitable ». ↩

3. Independence of Singapore Agreement 1965, texte sur Wikisource, « Agreement relating to the separation of Singapore from Malaysia as an independent and sovereign state » (consulté en novembre 2026) : daté du 7 août 1965 ; signataires pour la Malaisie (Tunku Abdul Rahman Putra, Tun Abdul Razak, Dato' Dr. Ismail, Tan Siew Sin, Dato' V. T. Sambanthan) et pour Singapour (Lee Kuan Yew et neuf ministres, dont Goh Keng Swee, E. W. Barker et S. Rajaratnam). ↩

4. Independence of Singapore Agreement 1965, art. II et V (Wikisource, consulté en novembre 2026) : Singapour cesse d'être un État de la Malaisie le 9 août 1965 (« Singapore Day ») ; conseil de défense commun ; la Malaisie conserve « the right to continue to maintain the bases and other facilities used by its military forces within Singapore » ; aucun traité « detrimental to the independence and defence of the territory of the other party ». ↩

5. Independence of Singapore Agreement 1965, art. VI et VII (Wikisource, consulté en novembre 2026) : coopération économique « for their mutual benefit » et comités ou conseils communs ; annexes J et K du Malaysia Agreement du 9 juillet 1963 « expressly rescinded as from the date of this Agreement ». Independence of Singapore Agreement 1965, art. VIII (Wikisource, consulté en novembre 2026) : Singapour doit négocier avec les créanciers la libération de la Malaisie de ses garanties et indemniser intégralement la Malaisie. Ministry of Foreign Affairs Singapore, « Water Agreements » (mfa.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « The Water Agreements were guaranteed by the Government of Malaysia in the

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Separation Agreement signed in 1965 » ; l'accord de 1961 a expiré le 31 août 2011 ; l'accord de 1962 « will expire in 2061 ». ↩

6. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : le 9 août 1965, le Parlement adopta le Singapore Amendment Bill « unanimously by a vote of 126–0 without PAP representatives present » ; le Dewan Negara l'approuva ensuite à l'unanimité. Wikipedia, « Proclamation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : signée le 9 août 1965 par Lee Kuan Yew ; rédigée par E. W. Barker ; lue sur Radio Singapore à 10 h 00 et publiée dans la Government Gazette. ↩

7. Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, transcription, p. 1 et 12 : conférence de presse à Broadcasting House « at 1200 hours on Monday 9th August, 1965 » ; « work in the closest co-operation, not just in the defence and security, but also in commerce and industry ». Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, transcription, p. 21–22 : « it will be a moment of anguish. For me, it is a moment of anguish because all my life … I have believed in Merger and the unity of these two territories » ; « (RECORDING WAS STOPPED FOR THE PRIME MINISTER TO REGAIN HIS COMPOSURE) ». ↩

8. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : demande d'adhésion à l'ONU présentée au Conseil de sécurité le 20 septembre 1965 ; Singapour devint le 117e membre de l'ONU le 21 septembre 1965 et rejoignit le Commonwealth le 15 octobre 1965 en tant que 22e membre. Wikipedia, « Independence of Singapore Agreement 1965 » (consulté en novembre 2026) : enregistré auprès de l'ONU sous le n° I-8206. ↩

9. Republic of Singapore Independence Act 1965 (Act 9 of 1965), 1985 Revised Edition (Chapter RSI), section 1 : « shall be deemed to have come into operation on the 9th day of August 1965 (hereinafter in this Act referred to as 'Singapore Day') ». ↩

10. Republic of Singapore Independence Act 1965, sections 3 et 5 (1985 Rev. Ed.) : souveraineté et juridiction du Yang di-Pertuan Agong « relinquished and shall vest in the Head of State » ; les pouvoirs législatifs du Parlement de Malaisie

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

« shall on Singapore Day cease to extend to Singapore and shall be transferred ». Republic of Singapore Independence Act 1965, section 6(1) et (3) (1985 Rev. Ed.) : les dispositions de la Constitution de Malaisie restent en vigueur à Singapour « subject to such modifications, adaptations and qualifications and exceptions as may be necessary », à l'exception des dispositions énumérées au paragraphe (3). ↩

11. Republic of Singapore Independence Act 1965, sections 9 et 11 (1985 Rev. Ed.) : les biens, droits et obligations devenus ceux de la Malaisie le 16 septembre 1963 ou après « revert to … the Government of Singapore » ; les recours contre les décisions de la High Court « shall continue to lie to the Federal Court of Malaysia and to the Privy Council » jusqu'à l'adoption d'autres dispositions. Republic of Singapore Independence Act 1965, section 13(1) (1985 Rev. Ed.) : « all existing laws shall continue in force on and after Singapore Day », interprétées avec « such modifications, adaptations, qualifications and exceptions as may be necessary to bring them into conformity with this Act and with the independent status of Singapore ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.